



RAPPORT DE MISSION CONJOINTE DE MONITORING

Date :	Du 14 au 15 mai 2012
Participants à la mission: sous le leadership du HCR et du Gouvernement provincial représenté par la CNR.	HCR, OMS, UNOPS, UNFPA, UNHabitat, PAM, MDA, CNR, NRC, HelpAge, VSF, Solidarité, Save the Children, Représentants des nouveaux IDPs dans le camp de Mugunga 3.
Territoire:	Masisi
Chefferie:	Bahunde et Bashali
Groupement:	Mupfunyi Kibabi, Karuba, Kamuronza et Bashali Mokoto.
Localités:	Lutingita, Bihambwe, Mushaki centre, Luhonga, Kingi, Kabati, Kirolirwe, Burungu et Kitchanga.
But de la mission :	-Evaluer la situation sécuritaire et les conséquences des combats récents entre FARDC et insurges ex-CNDP sur les infrastructures de base dans les zones de retour des nouveaux déplacés arrivés dans le camp de Mugunga 3.

I. SITUATION GENERALE :

Du 14 au 15 mai 2012, une mission conjointe s'est rendue successivement à Bihambwe, Matanda, Karuba et Mushaki, villages situés dans les groupements Mupfunyi Kibabi et Mupfunyi Karuba, collectivité Bahunde, territoire de Masisi, ainsi que les localités de Luhanga, Kingi, Kabati, Kilolirwe, Burungu, Kitchanga dans le groupement de Bashali Mokoto. Ces localités ont été affectées par les récents affrontements entre les FARDC et les éléments mutins ex-CNDP.

Avant le déplacement, les structures médicales et les autorités locales nous renseignent que la population de leurs entités qui est en majorité composée par les populations des communautés **Hutu, Hunde** et **Tutsi**.

S'agissant des mouvements de la population suite à ces affrontements, la quasi-totalité des habitants avaient fui vers Masisi centre, Sake, Goma (Mugunga) et Rwanda (camp NKamira). Cependant, dès la reprise de la situation par les militaires FARDC loyalistes, des mouvements de retour massif ont été observés, bien que certaines personnes hésitent encore. Selon les personnalités rencontrées, on estime à 70% la proportion de personnes déplacées qui seraient déjà retournées. Ce mouvement de retour concerne en général, les personnes qui se sont déplacées à l'intérieur du pays. Aucun mouvement de retour des réfugiés accueillis au Rwanda n'a été signalé.



Photo: Certains déplacés qui rentrent de Sake vers le Masisi.

II. SITUATION SECURITAIRE :

La situation sécuritaire de Bihambwe, Mushaki et Karuba est calme selon les autorités politico-administratives et coutumières (notables, Chef de poste d'encadrement administratif, Chef de groupement), les représentants/commandants d'unités FARDC (83^{ème} Secteurs, 810^{ème} Régiment), la Police Nationale (Commandants PIR, District de Masisi et sous-commissariats) et les responsables des structures médicales rencontrés. Selon les mêmes sources, la traque des troupes dissidentes s'était soldée par leur fuite vers Rutshuru. L'éloignement de ces villages de la ligne actuelle de front, constitue un facteur qui aurait joué sur la décision de retour des déplacés dans leurs zones d'origine.

Signalons la présence de plusieurs dizaines de vaches sur toutes les collines/fermes.

Photo: des vaches à destination de Masisi.

Selon certaines personnes contactées, les propriétaires de ces vaches seraient des officiers militaires Tutsis des FARDC ou leurs alliés. Par ailleurs, il a été rapporté la présence de bergers armés dans les dites fermes. Ces derniers seraient à la base de quelques cas de tracasserie/insécurité rapportés à Mema (Bihambwe).

L'équipe d'évaluation s'est aussi rendue dans les localités de Luhanga, Kingi, Kabati, Kilolirwe et Kitchanga. La situation sécuritaire dans toutes ces localités est sous contrôle des FARDC sous le commandement du Colonel KABUNDI, et de la PNC. Pour le moment, la population paraît satisfaite du comportement de ces éléments FARDC. Néanmoins, une récente information fait état de réquisitions forcées d'IDPs au camp de Mungote par les FARDC pour constructions de huttes au niveau de la base militaire de Kitshanga (le 13 et 14 mai).

On y note aussi la présence de tous les notables.

Cependant, il subsiste certaines inquiétudes exprimées par la population :

Le Chef de sous localité de Luhanga a confirmé que la situation sécuritaire était calme, mais qu'il n'était pas sûr que la guerre soit finie. Il estime que certains insurgés se seraient cachés dans le Parc National des Virunga. Il a aussi signalé la présence d'un FDLR dénommé « MANDEVU » qui serait en coalition avec les insurgés et vivrait dans le Parc National des Virunga.

La plupart des personnes rencontrées sur les deux axes n'aurait pas confiance en la nomination du Colonel KABUNDI en tant que commandant Secteur des FARDC, du fait de son affiliation avec le CNDP, et soupçonné d'être toujours de connivence avec les insurgés.

Aussi les populations de Kabati et de Kingi ont exprimé une inquiétude en rapport avec la possible existence des engins non explosés.

En outre, on signale un mouvement de départ vers Nkamira (Rwanda) de certains membres de la communauté Tutsi en provenance des villages tels que Bihambwe, Karuba, Burungu, Kilolirwe et Kitchanga. Selon la population, ces personnes seraient soupçonnées par d'autres communautés locales d'être en intelligence avec les troupes dissidentes. D'autres sources rapportent que les réfugiés congolais auraient fui vers le Rwanda en prévention de recrutement forcé dont usent les éléments ex-CNDP. Il est aussi signalé que les jeunes filles fuient pour prévenir des actes de violences

sexuelles. D'autres sources encore signalent que certains éléments ex-CNDP pourraient être restés au niveau de Kitchanga (en tenue civil, éparpillés), afin d'essayer de créer un climat d'insécurité, faisant passer un message de propagande d'une possible contre-attaque du mouvement M23, et un retour prochain des insurgés ex-CNDP à Kitchanga. Plusieurs familles de la communauté Tutsie auraient quitté Kitchanga suite à ces messages (en direction de Goma et du Rwanda).

Les représentants des déplacés qui ont effectué la mission (Go and see visits) avec les humanitaires pensent que suite aux départs des dépendants de la communauté Tutsie vers le Rwanda, il leur faudra encore un peu de temps d'observation dans le camp avant de décider sur leur retour définitif.

Depuis le 07 mai 2012, les autorités militaires ont tenu des meetings pour rassurer la population de Kitchanga, assurant être présents pour protéger tous les civils, sans distinction de communautés/ethnies. Message repris par le gouverneur de la Province de passage à Kitchanga le 10.05.

Néanmoins, malgré ces messages, l'autorité de l'Etat n'est pas encore rétablie au niveau de Kitchanga, ex fief du CNDP, où l'autorité de l'Etat n'a pas été appliquée depuis 2006 (zone CNDP puis administration parallèle depuis 2009). Plusieurs agents de l'Etat actuellement présents ont exercé leurs fonctions jusque-là sous l'autorité de l'administration parallèle (ex-CNDP) avec application de taxes illégales, arrestations arbitraires, manque de formations/appui de la part du gouvernement.

Malgré les instructions données par le Gouverneur de Province, lors de son passage à Kitchanga (fin de l'administration parallèle, fin des taxes illégales), plusieurs de ces agents continuent ce prélèvement illégal de taxes, non pas pour le mouvement ex-CNDP mais à titre individuel. Leur manque de formations/encadrement professionnel reste un handicap pour un rétablissement de l'Etat de droit dans cette zone. Pour le moment les autorités civiles restent encore « isolées » sans réel pouvoir de faire appliquer les résolutions annoncées par le Gouverneur (fin de la corruption, fin de l'arbitraire).

Dans la zone de Kitchanga , les opérations militaires marquent une pause après le succès des FARDC dans cette zone face aux insurgés ex-CNDP. Mais il est prévu (sources FARDC) la reprise des opérations militaires contre les groupes armés FDLR, APCL, PARECO, qui ont élargi leurs zones d'influences suite à la situation de conflits entre FARDC et ex-CNDP.

III. INCIDENTS DE PROTECTION et SGBV

1. Extorsion des biens et d'argent (cas généralisés) du fait des militaires de chaque côté (FARDC loyalistes et les mutins) lors des affrontements dans tous les villages évalués.
2. Travaux forcés (transport des effets militaires et construction des huttes) pendant le déplacement des militaires FARDC et mutins.

3. Recrutement forcés des jeunes par les mutins.
4. Perception illégales des taxes par des éléments ex-CNDP
5. Cas de SGBV : 50 cas de viol des femmes signalées sur tous les deux axes commis par les FARDC, PNC et les mutins pendant la période des affrontements et de déplacement.
6. Autres (risque de protection) : Menace de mort proférée contre une femme résident au village Mema (Bihambwe) par un présumé berger armé en date du 14 mai 2012. La victime serait reprochée d'appartenir à la famille des Mai mai Nyatura basé dans la ferme de Lukopfu.
La déscolarisation du fait de la guerre pour certains enfants pourrait les exposer au risque d'enrôlement au sein des forcés et groupe armés même pour certaines enfants se trouvant dans la place mais n'ayant pas accès aux activités scolaires.

La présence de deux engins non explosés à Kabati et Kingi.

IV. ACCES A L'EDUCATION

Les écoles ont rouvert leurs portes mais l'effectif des élèves restent trop bas. La plupart des enfants se trouvent encore dans les différents milieux de déplacement. Avant les récents affrontements les effectifs des élèves du primaire dans les trois localités visitées étaient de 4.112 élèves. Au 15/05/2012, 2.373 élèves seulement auraient repris le chemin de l'école et 1.839 élèves déplacés ne se sont pas encore présentés. C'est très inquiétant car parmi eux, il y a des enfants qui doivent passer l'examen de fin de cycle du primaire (TENAFEP). Par contre, l'ouverture de classe dans d'autres écoles n'est pas encore intervenue à cause des pillages des matériels et destructions des pupitres des classes par les mutins lors des affrontements.

La majorité des écoles visitées ont repris les cours le 7/05/2012 et les élèves rentrent timidement. Ils rencontrent un problème de paiement des frais scolaires et de frais de passation du TENAFEP pour les élèves de la 6eme primaire. Les frais pour le TENAFEP reviennent à 5\$ par enfant. Signalons que tous les enseignants sont déjà du retour et réguliers dans les écoles.

Effectifs scolaires

Ecole visitée	Effectifs avant-guerre	Effectifs au 15/05/12	Ecart	% élèves retournés	Localisation
EP Kashunga	294	116	178	39%	BIHAMBWE
EP NDINDA	518	250	268	48%	BIHAMBWE

EP Bilona	253	63	190	25%	BIHAMBWE
EP MEMA	430	274	256	64%	BIHAMBWE
EP CHANDAO	687	426	261	62%	Karuba
EP DANKIER	492	372	120	76%	Karuba
EP KARUBA	763	733	30	96%	Karuba
EP KINYATSI/MUSHAKI	675	139	536	21%	Mushaki
Total	4112	2373	1839	58%	

Commentaire : selon les informations recueillies, la majorité des personnes qui se sont réfugiées au Rwanda sont partie de Mushaki. Elles éprouveraient des difficultés pour retourner chez elles.. Seuls 21% des élèves de Mushaki sont déjà de retour contre 79 % des élèves de l'EP Kinyatsi de Mushaki qui seraient soit des personnes déplacées internes soit des réfugiés au Rwanda. A Karuba, environ 96% des élèves sont déjà de retour.

Elèves de la 6eme année

Ecole visitée	Effectifs avant-guerre	Effectifs au 15/05/12	Ecart	% élèves retournés	Localisation actuelle
EP Kashunga	15	15	0	100%	
EP NDINDA	35	27	8	77%	
EP Bilona	24	14	10	58%	
EP MEMA	30	27	3	90%	
EP CHANDAO	36	36	0	100%	EP Chandao
EP DANKIER	27	18	9	67%	Minova, MUGUNGA
EP KARUBA	82	82	0	100%	
EP KINYATSI /MUSHAKI	36	16	20	44%	Rwanda
Total	285	235	50	82%	

Sources : Directeurs d'Ecoles, les élèves, Registres des présences

Commentaire :

Il ressort de ce tableau que 46% d'élèves de la 6eme EP Kinyatsi ne sont pas encore rentrés et seraient au Rwanda. Certaines sources, surtout les enfants, indiquent qu'il y aurait des enfants des écoles périphériques de Mushaki (EP Mulinda, EP Bunyole, ...). 100% d'élèves pour les écoles de Kashunga, Chandao, et Karuba sont déjà du retour. 90% à Mema, 58% à Bilona. L'EP Bilona a connu 2 vagues de déplacement (Janvier et Avril 2012)

CONSEQUENCES DES COMBATS RECENTS SUR LES INFRASTRUCTURES DE BASE :

Pendant les récents affrontements plusieurs dégâts ont été enregistrés. Il s'agit de :

- Utilisation des salles de classe comme logement par des militaires
- Pillages des manuels et matériels scolaires
- Pillage des vivres des cantines scolaires
- Utilisation des bancs/pupitres/planches comme bois de chauffage par des militaires
- Destruction des tôles et des portes des salles de classe
- Pillage par des militaires des bâches qui couvraient certaines salles de classe.

V. SANTE

En ce qui concerne les aspects liés à la santé, la mission a fait un état des lieux afin de disposer d'un minimum d'informations pour préparer et organiser une réponse adéquate aux besoins sanitaires de cette population déplacée et aux autres vulnérables.

Les principaux constats de la mission pour le secteur santé :

- ✓ Des infirmiers ont été contraints d'abandonner leur poste à Bihambwe et à Sake.
- ✓ Des centres de santé comme Sake, et dans une moindre mesure le centre de santé de référence de Kitchanga et celui de Burungu ont vu leur capacité de prise en charge rapidement débordée par des blessés militaires et également civils. Cinquante-deux blessés ont été enregistrés au CS de Sake ainsi que 161 nouveaux cas de consultations chez des personnes déplacées.
- ✓ Le centre de santé de Sake a été occupé en partie pendant près d'une semaine par les militaires et leurs médecins pour la prise en charge des blessés, et le personnel du CS chassé dans leur quasi-totalité du centre durant la période d'occupation.
- ✓ Des femmes enceintes ont été contraintes de fuir les zones d'hostilités, et 19 IDPs ont accouché dont 13 dans des structures (6 au CS Kingi, 4 au CS Sake, 5 au CH CBCA Kitchanga) et 6 en brousses dans des mauvaises conditions à Kingi.
- ✓ La plupart des structures de santé visitées souffre d'une insuffisance en kits d'accouchement, médicaments essentiels et autres équipements médicaux.
- ✓ Une maison de l'Infirmier titulaire détruite à KABATI

- ✓ Il y a eu résurgence des cas de viols chez des femmes et filles IDPs ou en fuite : au total 50 cas signalés (1 cas à Luhonga, 2 cas à Kingi, 32 cas à Kitchanga, 5 cas à Burumbu, 1 cas à Murambi Karuba, 9 cas à Sake), dont la plus part par des hommes armés non autrement identifiés. La majorité des victimes ont bénéficié de PEP kits présents dans les structures visitées appuyées par des partenaires (Heal Africa, Johanniter et Save The children Fund).
- ✓ Cinq structures ont été pillées dont 4 sur l'axe Kitchanga (PS Luhonga, CS Kingi, CS KABATI et CH Kitchanga), et 2 sur l'axe Mushaki (PS MUSHAKI et celui de KARUBA).

Il est à noter tout de même certaines contraintes dans l'évaluation du secteur de la santé sur les deux axes :

- ✓ Manque de données sur l'enregistrement des statistiques des IDPs et des retournés
- ✓ - Absence de certains responsables des structures de santé lors du passage de la mission
- ✓ - Courte durée des évaluations par site et par structure, au vu du temps prévu de deux jours pour cette mission.
- ✓ - Présence des ex CNDP dans certaines zones comme Kitchanga, et la peur de la population entrave encore la dénonciation des cas de viols au sein de la communauté
- ✓ - la non disponibilité de données dans les archives de certains centres de santé

Pour la grande majorité des centres de santé visités, les principaux problèmes sont :

- L'insuffisance en médicaments et autres consommables médicaux
- La vétusté du matériel médical et équipements.
- La vétusté des infrastructures sanitaires, et certains CS sont encore en planches.
- Le manque de formation /recyclage du personnel
- Un certain nombre de CS et de postes de santé ont été pillés durant la crise, pendant que d'autres ont vu leur stock de médicaments s'épuiser rapidement suite une augmentation inhabituellement de la fréquentation des services du fait de la crise.

Recommandations :

1. Apporter un appui global aux structures sanitaires touchées/pillées (réhabilitation/construction, équipements dont les kits d'accouchements, médicaments SR y compris les contraceptifs, formation/recyclage du personnel en divers thématiques SSP, MMR/SONU, prise en charge des victimes de violences sexuelles etc.)
2. Renforcer la capacité de prise en charge des cas de l'ensemble des structures visitées par un approvisionnement adéquat en médicaments essentiels et autres kits d'urgences, petits matériels et équipements techniques.

3. Organiser la prise en charge sanitaire gratuite des IDPs et des retournés pendant au moins 6 mois.
4. Approvisionner les structures sanitaires en médicaments essentiels et autres intrants médicaux y compris les kits d'urgence SR, notamment les kits d'accouchement propres, PEP Kit, kits IST, Contraceptifs d'urgence, préservatifs masculins et féminins etc.
5. Renforcer les capacités techniques des professionnels de santé en MMR/SONU, prise en charge des survivants de VS et IST/VIH-SIDA
6. Mettre en place des sous synergies de lutte contre les violences sexuelles avec des commissions médico sanitaires fonctionnelles pour la prise en charge médicale des survivantes d'agressions sexuelles dans les 3 ZS.

VI. ACCES A L'EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

Eau et assainissement: réhabiliter le réseau d'adduction d'eau de Bihambwe ainsi que les deux bornes fontaines de Luhonga en urgence pour éviter la recrudescence des maladies diarrhéiques (Cholera) ;

Il se pose aujourd'hui le problème d'approvisionnement du centre de Bihambwe en eau. Le tuyau qui alimentait le centre à partir du réservoir a été coupé par les mutins avant de se retirer. Au même moment, une pluie diluvienne a emporté les rampes d'eau au niveau duquel la population allait puiser. A Karuba, une source sur trois qui étaient aménagées dessert la population. Deux sources nécessitent une réhabilitation. A Mushake, la population continue de s'approvisionner aux sources comme avant.

VII. INFRASTRUCTURES, ABRI :

En général, hormis les vols des effets domestiques perpétrés par les mutins et les militaires des FARDC dans des domiciles les infrastructures de base (centre de santé, écoles et maisons de populations) n'ont pas été touchées.

Recommandation : distribuer de NFI ainsi que les vivres aux retournés vulnérables victimes des vols des biens pendant la crise.

VIII. ASSISTANCE HUMANITAIRE DANS LA LOCALITE :

Sécurité alimentaire : la cité de Bihambwe est localisée dans des pâturages, ce qui limite la population à tout accès à la terre. La population vit plus du petit commerce et certains de l'agriculture de subsistance dans des champs plus ou moins éloignés du village.

La crise s'est annoncée pendant la période de deuxième sarclage et début de récolte mais aucun champ détruit n'a été signalé après les deux semaines de déplacement.

Les retournés signalent quelques cas de pillage des récoltes et du petit bétail.

Le marché a timidement repris depuis la semaine du 07 mai avec une légère augmentation du prix de certaines denrées alimentaires selon les retournés (cas de la mesure de Haricot qui est passé de 800 à 1000 FC).

La situation alimentaire demeure presque la même que celle d'avant les hostilités. La population a juste accès aux champs proches mais la présence des groupes armés aux alentours compliquerait la situation si la crise persiste. Le marché se déroule normalement depuis la fin des hostilités, mais il est signalé une légère augmentation des prix des quelques denrées alimentaires à la suite de leur rareté sur le marché (perturbation momentanée du flux d'approvisionnement pour les denrées venant des villages environnants. L'état de la route Goma- Kitchanga est assez praticable sauf le tronçon Kirolirwe-Burungu (environs 15 Km) mais ne présente pas à présent d'obstacles pour le passage des camions.

- **Recommandations :**

- **Sécurité Alimentaire :** appuyer les activités de cantine scolaire en cours en vue d'encourager les enfants à la scolarisation en milieu de retour et envisager des évaluations de sécurité alimentaire et moyens d'existence dans le but d'orienter les réponses pour la saison A 2013.

Depuis le retour de la paix, aucune assistance humanitaire n'a pas encore été octroyée aux retournés.

A. De la gravité de vulnérabilité des personnes âgées suite aux désastres (Guerres) dans le territoire de Masisi

- Dans la globalité, c à d dans les cités de Mushaki, Karuba et Bihambwe 94.4% des personnes âgées **sont des chefs des ménages** : à Karuba 95.7% ; Bihambwe 91% et Mushaki 92.5%. Par contre 95.4% des personnes âgées **vivent avec des mineurs soit** 95.3% à Karuba, 99.4 à Bihambwe et 92.5 à Mushaki. Pour le moment, 2.9% des personnes âgées de Karuba **sont séparées** ; **13.1 %** les sont à Bihambwe et 12.75% pour la cité de Mushaki. En outre 2.4% **vivent avec handicap** soit 2% à karuba, 3.3% à Bihambwe et 3.5% à Mushaki.

B. De la santé des personnes âgées dans les villages visités

- Notons que des cas de santé ont été signalés durant nos enquêtes où 76% des personnes âgées (**3^{ème} âge**) rencontrées déclarent avoir des maladies chroniques qu'elles portent depuis 5 ans en moyenne et contre lesquelles, elles ont été traitées localement sans succès. 87% des personnes âgées (**3^{ème} âge**) souffrent de maux d'yeux. Toutes ces personnes affirment que le manque de moyens pour se faire soigner serait la principale cause de ce défi lié à la santé de personnes âgées. Toutefois, il faut signaler que nombreuses structures sanitaires n'ont pas encore intégré la politique de prise en charge des personnes âgées dans les soins de santé primaires. Néanmoins, les infirmiers titulaires de certaines structures ont affirmé avoir été formés en gériatrie par HelpAge international en 2010.

Lors des déplacements

- Pendant le déplacement deux personnes âgées ont été victimes des abus physiques dont l'une en est morte.
- 60% des personnes âgées sont restées dans les cités pour cause de réduction de mobilité (Force physique réduite).

Des besoins prioritaires des personnes âgées : La majorité des personnes âgées rencontrées lors de nos évaluations ont exprimé les besoins suivants :

- Les NFI
- Vivres
- Soins de santé appropriés (Supports des structures sanitaires en molécules gériatriques)
- Soutien psychologue des personnes âgées car plus de 70% des personnes âgées demeurent avec des troubles liés au traumatisme.
- IDTR (Identification, tracing, réunification des personnes âgées) ou RDTR (Relocalisation tracing et réunification).

Recommandations :

- Identifier les personnes âgées séparées et les réunifier avec leurs familles (IDTR)
- Faciliter le retour des personnes âgées qui sont allées plus loin
- Faciliter l'accès au revenu
- Appuyer les personnes âgées en charge des enfants mineurs dans la scolarisation de ces derniers
- Organiser des activités psychosociales pour une psychothérapie de soutien.
- Faciliter l'intégration et appui en santé des personnes âgées (3^{ème} âge)

IX. SOURCES DE REVENUS : (agriculture, élevage, pêche)

Les populations des localités visitées vivent de l'agriculture, l'élevage et le petit commerce. Les marchés fonctionnent normalement. Ils sont fréquentés par les populations en provenance de plusieurs villages, grands centres et la ville de Goma.

Il ressort de l'évaluation qu'en dépit du caractère bref de la durée des affrontements entre les mutins et les loyalistes, l'intensité excessive de ces affrontements poussait tous les habitants, sans exception, à quitter en catastrophe (sans avoir le temps de transporter ou de cacher l'essentiel de leurs biens) et à aller se réfugier dans des lieux plus sûrs (cités plus ou moins proches de lieu de départ).

Le petit bétail (Chèvres, porcs et poules) a, singulièrement, fait les frais des deux groupes belligérants, car ce sont-là des proies faciles à attraper, à égorger et à consommer ou dont la viande est facile à transporter.

Le mélange des bovins des fermes différentes, occasionnant ainsi la contagion, à grande échelle, de la fièvre aphteuse, maladie virale réputée zoonotique susceptible de se transmettre à l'homme, surtout lorsque ce dernier est immuno-déficient de suite du stress instauré par une situation de guerre.

La distribution du petit bétail, de préférence le même que celui que les habitants ont perdu, c'est à dire, des chèvres, des porcs et des poules, au niveau de leurs lieux respectifs de retour aideraient ces derniers à se réintégrer.

X. STRUCTURES ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES :

- *Les notables locaux (Chef de localité, chef des villages)*

- *Chef de Poste d'Encadrement Administratif (les CPEA, leurs secrétaires et les recenseurs)*

- *PNC*

- *ANR*

XI. OBSERVATION SUR LA PROTECTION PHYSIQUE ET LEGALE:

RECOMMANDATIONS	DESTINATAIRE
Réparer le tuyau coupé au niveau du réservoir	RRMP
Réhabiliter le point d'approvisionnement en eau endommagé par la pluie.	RRMP
Faire une évaluation en prévision de la distribution des NFI aux retournés récents	RRMP
Plaidoyer pour l'installation d'une position des militaires FARDC au village à Mema (Bihambwe) où la population est victime des exactions quotidiennes des groupes armés en provenance de la ferme de Lukopfu	Cluster Protection
Une évaluation de la situation sur un plus long terme est nécessaire pour avoir une idée plus précise des relations inter communautaires, de la capacité d'action des autorités civiles et de police pour faire respecter la loi et maintenir l'ordre public,	

<p>du comportement des éléments FARDC envers la population civile, après les nombreux événements sécuritaires qui se sont produits ces dernières semaines et le changement de contexte « politique » qui en a découlé dans la zone. Nécessité également d'évaluer l'impact des futures opérations militaires contre les groupes armés (FDLR, APCLS, PARECO) qui pourraient débuter prochainement.</p>	
<p>Envisager une évaluation sur les zones affectées par des engins non explosés afin de diminuer leur risque sur la population</p>	<p>Cluster Protection.</p>

Personnes contactées:

1. Bihambwe:

- Kahigiro Sebuho MATIASI, chef de centre et notable
- Nsiyi KAOMA, chef de localité
- Muhunde MAGALI, Infirmier titulaire adjoint

2. Karuba :

- Muley KUBUYA, chef de groupement

3. Mushake :

- Faustin MUNYARUGERERO, Chef de Poste d'Encadrement Administratif

4. Kitchanga :

- Germain NGOA BULENDA, Secrétaire du Chef de la Chefferie de Bashali.

5. Kirolirwe :

- Le Commandant de la Police de circulation routière, ex-CNDP.

6. Kabati:

- Le notable du village.

